

CR 99/30

*International Court  
of Justice*

**THE HAGUE**

*Cour internationale  
de Justice*

**LA HAYE**

**YEAR 1999**

*Public sitting*

*held on Wednesday 12 May 1999, at 3.45 p.m., at the Peace Palace,*

*Vice-President Weeramantry, Acting President, presiding*

*in the case concerning Legality of Use of Force*

*(Yugoslavia v. Italy)*

*Request for the indication of provisional measures*

---

**VERBATIM RECORD**

---

**ANNEE 1999**

*Audience publique*

*tenue le mercredi 12 mai 1999, à 15 h 45, au Palais de la Paix,*

*sous la présidence de M. Weeramantry, vice-président  
faisant fonction de président*

*dans l'affaire relative à la Licéité de l'emploi de la force*

*(Yougoslavie c. Italie)*

*Demande en indication de mesures conservatoires*

---

**COMPTE RENDU**

---

Present:	Vice-President	Weeramantry, Acting President
	President	Schwebel
	Judges	Oda
		Bedjaoui
		Guillaume
		Ranjeva
		Herczegh
		Shi
		Fleischhauer
		Koroma
		Vereshchetin
		Higgins
		Parra-Aranguren
		Kooijmans
		Rezek
	Judges <i>ad hoc</i>	Kreća
	Gaja	
Registrar	Valencia-Ospina	

---

Présents :

- M. Weeramantry, vice-président, faisant fonction de président en l'affaire
- M. Schwebel, président de la Cour
- MM. Oda
  - Bedjaoui
  - Guillaume
  - Ranjeva
  - Herczegh
  - Shi
  - Fleischhauer
  - Koroma
  - Vereshchetin
- Mme Higgins
- MM. Parra-Aranguren
  - Kooijmans
  - Rezek, juges
  - Kreća
  - Gaja, juges *ad hoc*
- M. Valencia-Ospina, greffier

---

***The Government of the Federal Republic of Yugoslavia is represented by:***

Mr. Rodoljub Etinski, Chief Legal Adviser in the Ministry of Foreign Affairs, Professor of International Law, Novi Sad University,

*as Agent;*

H. E. Mr. Milan Grubić, Ambassador of the Federal Republic of Yugoslavia to the Netherlands,

*as Co-Agent;*

Mr. Ian Brownlie, C.B.E., Q.C., Chichele Professor of Public International Law, Oxford,

Mr. Carlos Casillas Velez, Vice-President of the Mexican Academy of International Law and Professor of Law at UNAM University,

Mr. Olivier Corten, Lecturer at the Faculty of Law of the Free University of Brussels,

Mr. Stevan Djordjević, Professor of International Law, Belgrade University,

Mr. Pierre Klein, Lecturer at the Faculty of Law of the Free University of Brussels,

Mr. Miodrag Mitić, Assistant Federal Minister for Foreign Affairs of the Federal Republic of Yugoslavia (Ret.),

Mr. Eric Suy, Professor at the Catholic University of Leuven, former Under-Secretary-General and Legal Counsel of the United Nations,

Mr. Paul J. I. M. de Waart, Professor emeritus of International Law, Free University of Amsterdam,

*as Counsel and Advocates;*

Mrs. Sanja Milinković,

*as Assistant.*

***The Government of Italy is represented by:***

Mr. Umberto Leanza, Head of the Diplomatic Legal Service at the Ministry of Foreign Affairs,

*as Agent;*

Mr. Luigi Daniele, Professor at the University of Trieste,

Mr. Luigi Sico, Professor at the University of Naples,

*as Counsellors;*

Mrs. Ida Caracciolo, research assistant at the University of Rome II,

*as Assistant.*

***Le Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie est représenté par :***

M. Rodoljub Etinski, conseiller juridique principal au ministère des affaires étrangères de la République fédérale de Yougoslavie et professeur de droit international à l'Université de Novi Sad,

*comme agent;*

S. Exc. M. Milan Grubić, ambassadeur de la République fédérale de Yougoslavie aux Pays-Bas,

*comme coagent;*

M. Ian Brownlie, C.B.E., membre du barreau d'Angleterre, professeur de droit international public, titulaire de la chaire Chichele à l'Université d'Oxford,

M. Carlos Casillas Velez, vice-président de l'*Academia Mexicana de Derecho Internacional* et professeur de droit international à l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM),

M. Olivier Corten, maître de conférences à la faculté de droit de l'Université libre de Bruxelles,

M. Stevan Djordjević, professeur de droit international à l'Université de Belgrade,

M. Pierre Klein, maître de conférences à la faculté de droit de l'Université libre de Bruxelles,

M. Miodrag Mitić, ancien ministre fédéral adjoint des affaires étrangères de la République fédérale de Yougoslavie,

M. Eric Suy, professeur à l'Université catholique de Louvain (K. U. Leuven), ancien Secrétaire général adjoint et conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies,

M. Paul J. I. M. de Waart, professeur émérite de droit international à la *Vrije Universiteit* d'Amsterdam,

*comme conseil et avocats;*

Mme Sanja Milinković,

*comme assistante.*

***Le Gouvernement de la République italienne est représenté par :***

M. Umberto Leanza, chef du service contentieux diplomatique du ministère des affaires étrangères de l'Italie

*comme agent;*

M. Luigi Daniele, professeur de l'Université de Trieste,

M. Luigi Sico, professeur de l'Université de Naples,

*comme conseillers,*

Mme Ida Caracciolo, chercheur de l'Université de Rome II,

*comme assistante.*

The VICE-PRESIDENT, acting President: The Court will now proceed to hear the case between Yugoslavia and Italy. The submissions will commence in a few minutes and I now invite the distinguished *ad hoc* Judge for Italy to join us. I invite the distinguished Agent for Italy, Mr. Leanza, to take the floor.

M. LEANZA : Monsieur le président, Madame et Messieurs les juges de la Cour.

Le République italienne, que j'ai le grand honneur de représenter dans cette affaire, voudrait vous soumettre quelques observations ultérieures à la suite de la réplique faite ce matin par la République fédérale de Yougoslavie.

Avec votre permission, je voudrais donner la faculté de présenter ses observations à M. Luigi Daniele, professeur de droit international à l'Université de Trieste, en sa qualité de conseil du Gouvernement italien. M. Daniele insistera sur l'inapplicabilité manifeste de l'article IX de la convention sur le génocide à la présente affaire, et donc sur l'absence de compétence *prima facie* de cette illustre Cour. A la fin de son intervention, il reprendra les conclusions du Gouvernement italien. Je vous demande donc de bien vouloir donner la parole à M. Daniele, et je vous remercie de votre attention.

The VICE-PRESIDENT, acting President: Thank you. Mr. Daniele, please.

M. DANIELE : Monsieur le président, Madame et Messieurs les juges de la Cour.

J'ai le privilège de vous adresser quelques remarques complémentaires au nom du Gouvernement italien en réponse à certains des arguments développés ce matin par la défense de la République fédérale de Yougoslavie.

Tout d'abord, le Gouvernement italien insiste sur le fait que l'objet tout à fait prépondérant de la requête yougoslave est la question ayant trait à la licéité de l'emploi de la force par les Etats de l'OTAN. Il est néanmoins incontestable que le Cour ne possède aucune compétence *prima facie* sur cette question, pourtant centrale, dès lors qu'il n'existe aucun titre de compétence en vigueur entre la République italienne et la République fédérale de Yougoslavie sur lequel la compétence *ratione materiae* de cette Cour pourrait se fonder. La République fédérale de Yougoslavie s'emploie

néanmoins à forcer votre compétence en invoquant pour l'ensemble de ce différend l'article IX de la convention sur le génocide.

Selon le Gouvernement italien, non seulement l'article IX ne saurait jamais fonder la compétence de la Cour sur l'ensemble de la requête yougoslave, mais il est inapplicable aussi aux aspects de la requête pour lesquels la République fédérale de Yougoslavie semble, quoique d'une façon implicite, se rapporter à la convention sur le génocide. Il est tout à fait clair que, dans le cas d'espèce, il est hors de question d'accuser les Etats membres de l'OTAN de génocide. De toute évidence tant l'élément subjectif du crime de génocide que l'élément objectif font défaut. L'action des Etats membres de l'OTAN a pour objet le territoire de la République fédérale de Yougoslavie et non pas sa population. D'après la déclaration du 23 mars dernier du Secrétaire général, M. Solana, l'OTAN n'a pas de récriminations contre le peuple yougoslave. Bien sûr, la population yougoslave dans son ensemble est affectée par l'action dont il est question, du moment que cette action se déploie sur le territoire où cette population est installée. Mais cette constatation, Monsieur le président, ne saurait changer la nature des choses, à savoir que l'action de l'OTAN est dirigée contre la République fédérale de Yougoslavie et non contre son peuple ni, encore moins, je le souligne, contre un groupe spécifique national, racial, ethnique ou religieux, faisant partie de cette population.

Quant à l'élément subjectif, je me limite à faire remarquer que même la défense yougoslave ce matin n'a pas osé soutenir qu'il serait présent dans le cas d'espèce. L'absence totale des éléments qui, d'après l'article II de la convention, constituent et caractérisent le crime de génocide, exclut de la manière la plus radicale que la Cour soit confrontée à un différend qui pourrait relever de l'article IX de ladite convention. La Cour ne saura accepter qu'un Etat, par le seul fait d'invoquer une prétendue violation de la convention sur le génocide, ait établi l'existence d'un différend aux termes de l'article IX de la convention, alors même que les faits allégués n'ont aucun rapport avec ce crime. Le seul fait d'indiquer dans de telles conditions des mesures conservatoires, aux termes de l'article 41 du Statut, pourrait être regardé comme un aval vis-à-vis de l'utilisation manifestement abusive par la République fédérale de Yougoslavie de l'article IX et de la compétence de cette illustre Cour.

Qu'il me soit permis d'ajouter encore une remarque concernant l'objet de la demande yougoslave de mesures conservatoires, à savoir la cessation immédiate de toute action de l'OTAN sur le territoire yougoslave. A l'évidence, cet objet est identique à celui de l'une des demandes avancées par la Yougoslavie dans sa requête.

Si cette Cour devait faire droit à la demande yougoslave, elle risquerait d'accorder à l'Etat demandeur, d'ores et déjà, c'est-à-dire à l'issue d'une procédure qui par la force des choses est sommaire, ce que seul l'arrêt au fond pourrait lui accorder. La décision de la Cour aurait dès lors un caractère tellement anticipatoire qu'elle rendrait inutile toute poursuite de l'affaire.

Monsieur le président, Madame et Messieurs les juges de la Cour, je me permets de rappeler ici les conclusions soumises hier par l'agent du Gouvernement italien :

Veuille la Cour,

1. ordonner la radiation de l'affaire du rôle général aux termes de l'article 38, paragraphe 5, du Règlement de procédure;

2. en voie subordonnée, rejeter la demande en indication de mesures conservatoires déposée par la République fédérale de Yougoslavie le 29 avril 1999;

3. s'abstenir en tout état de cause d'indiquer à l'encontre de la République italienne les mesures conservatoires figurant dans la demande yougoslave, ou n'importe quelle autre mesure conservatoire.

Monsieur le président, Madame et Messieurs les juges de la Cour, je vous remercie de votre bienveillante attention.

The VICE-PRESIDENT, acting President: Thank you very much. The Court will now take an adjournment for fifteen minutes.

*The Court rose at 3.55 p.m.*

---



Non-Corrigé  
Uncorrected

Traduction  
Translation

**CR 99/30 (traduction)**

**CR 99/30 (translation)**

**Mercredi 12 mai à 15 h 45**

**Wednesday 12 May at 3.45 p.m.**

06

Le VICE-PRESIDENT, faisant fonction de président : La Cour entendra l'argumentation de l'Italie dans l'affaire qui oppose cet Etat à la Yougoslavie. La présentation des conclusions de l'Italie commencera dans quelques minutes. J'invite le juge *ad hoc* de l'Italie à prendre place sur le siège. J'invite l'agent de l'Italie, M. Leanza, à prendre la parole.

Mr. LEANZA: Mr. President, Members of the Court.

The Italian Republic, which I have the great honour to represent in this case, would like to place a few further observations before you following the reply given this morning by the Federal Republic of Yugoslavia.

With your permission, I should like to give Mr. Luigi Daniele, Professor of International Law at the University of Trieste, the occasion to present his comments as counsel for the Italian Government. Mr. Daniele will emphasize that Article IX of the Genocide Convention is manifestly inapplicable to the present case, and therefore that *prima facie* this distinguished Court does not have jurisdiction. At the end of his statement, he will reiterate the submissions of the Italian Government. I therefore ask you to be kind enough to call on Mr. Daniele, and I thank you for your attention.

Le VICE-PRESIDENT, faisant fonction de président : Je vous remercie. Je donne la parole à Monsieur Daniele.

Mr. DANIELE: Mr. President, Members of the Court.

I have the privilege to address a few additional comments to you on behalf of the Italian Government in response to some of the arguments presented this morning by counsel for the Federal Republic of Yugoslavia.

First of all, the Italian Government wishes to stress that far and away the most dominant element in the Yugoslav Application is the question of the legality of the use of force by the NATO States. It is nevertheless indisputable that *prima facie* the Court has no jurisdiction to deal with that question, however central it may be, since there is no jurisdictional title in existence between the Italian Republic and the Federal Republic of Yugoslavia on which, *ratione materiae*, the Court's

07

jurisdiction could be based. The Federal Republic of Yugoslavia is nevertheless seeking to impose jurisdiction on the Court by invoking Article IX of the Genocide Convention in regard to the entire dispute.

In the opinion of the Italian Government, not only can Article IX in no event found the Court's jurisdiction in regard to the whole of the Yugoslav Application, but also it is inapplicable to those aspects of the Application in which the Federal Republic of Yugoslavia appears, albeit implicitly, to refer to the Genocide Convention. It is perfectly clear that, in the present case, there can be no question of accusing the NATO Member States of genocide. Manifestly, both the subjective element and the objective element of the crime of genocide are lacking. The action taken by the NATO Member States is directed at the territory of the Federal Republic of Yugoslavia and not at its people. As the Secretary-General, Mr. Solana, said on 23 March last, NATO has no recriminations to lay against the Yugoslav people. The Yugoslav population as a whole is of course affected by that action, since it takes place in the territory in which it lives. But that, Mr. President, cannot alter the nature of things, which is that the action by NATO is directed against the Federal Republic of Yugoslavia and not against its population, and even less, I would point out, against a specific national, racial, ethnical or religious group forming part of that population.

As far as the subjective element is concerned, I shall confine myself to observing that even counsel for Yugoslavia was not so bold this morning as to maintain that it exists in the present case. The total absence of the elements which, according to Article II of the Convention, constitute and characterize the crime of genocide totally precludes any notion that the Court has before it a dispute falling within the terms of Article IX of that Convention. The Court cannot accept that a State, simply by invoking an alleged violation of the Genocide Convention, has established the existence of a dispute under Article IX of the Convention, when the facts charged have no relationship with that crime. In such circumstances, the indication of provisional measures under Article 41 of the Statute could itself be seen as endorsing the manifest abuse by the Federal Republic of Yugoslavia of Article IX and of the jurisdiction of this distinguished Court.

08

I should like to add, with your permission, a further remark regarding the object of the Yugoslav request for provisional measures, namely the immediate cessation of all action by NATO

in Yugoslav territory. It is clear that that object is identical with the object of one of the claims put forward by Yugoslavia in its Application.

Were the Court to accede to the Yugoslav request, there is the danger that it would be granting the applicant State forthwith — that is to say, at the conclusion of what are by their nature summary proceedings — something which only the judgment on the merits could grant it. The Court's decision would then be so anticipatory as to make it pointless to pursue the case any further.

Mr. President, Members of the Court, I should now like to remind you of the submissions made by the Agent of the Italian Government yesterday:

May it please the Court,

1. to order that the case be removed from the General List pursuant to Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court;

2. in the alternative, to refuse the request for the indication of provisional measures filed by the Federal Republic of Yugoslavia on 29 April 1999;

3. in any event, to refrain from indicating in respect of the Italian Republic the provisional measures specified in the Yugoslav request, or any other provisional measure.

Mr. President, Members of the Court, thank you for your kind attention.

Le VICE-PRESIDENT, faisant fonction de président : Je vous remercie. The Court will now take an adjournment for 15 minutes.

*L'audience est levée à 15.55.*

---